

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT

Bureau de l'Environnement

ARRETE PREFECTORAL

du 6 avril 2005

**fixant des prescriptions complémentaires à la Compagnie Rhénane de Raffinage
à REICHSTETT
au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION ALSACE
PRÉFET DU BAS-RHIN**

VU le titre 1^{er} du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L 512.7,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre précité et son article 18 relatif aux arrêtés complémentaires,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU les actes administratifs antérieurs réglementant l'exploitation par la Compagnie Rhénane de Raffinage (CRR) d'une raffinerie de pétrole à Reichstett et Vendenheim, et notamment l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001 et l'arrêté préfectoral du 5 janvier 2005 prescrivant une tierce expertise du système de gestion de la sécurité de la raffinerie

VU l'arrêté préfectoral d'urgence du 9 novembre 2004

VU les courriers préfectoraux des 5 mars, du 22 juin et du 29 septembre 2004 à la Compagnie Rhénane de Raffinage, et les réponses de l'exploitant en date des 8 et 29 avril, 21 juillet et 14 septembre 2004 et du 3 janvier 2005

VU l'étude des dangers du site remise le 31 mai 2001,

VU les éléments techniques apportés en réponse à l'administration par la Compagnie Rhénane de Raffinage à la suite des incidents et accidents notables intervenus en 2004 dans ses installations de Reichstett

VU le rapport du 7 février 2005 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Alsace (DRIRE d'Alsace) chargée de l'inspection des installations classées,

VU l'avis favorable de la Commission départementale compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques du 1^{er} mars 2005,

CONSIDÉRANT les risques présentés par l'établissement et l'environnement des installations

CONSIDÉRANT qu'il s'est produit sur le site de la raffinerie plusieurs incidents et accidents depuis le début de l'année 2004, dont certains ont nécessité l'intervention des pompiers du service départemental d'incendie et de secours, notamment le 16 janvier avec la livraison à des particuliers de produits pétroliers susceptibles de provoquer des dommages graves lors de leur utilisation, le 2 avril avec une explosion provoquant un blessé grave suivie d'un

incendie, le 10 août avec une explosion sur un bac de stockage de brai à très haute viscosité et le 7 novembre avec un important incendie à la viscosité réduite

CONSIDERANT les conclusions de l'inspection du 30 août 2004 montrant la nécessité d'améliorer la maintenance de certains équipements incendie mentionnés dans le plan d'opération interne

CONSIDERANT que cette situation est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511.1 du Code de l'Environnement précité,

CONSIDÉRANT que la succession des divers incidents et accidents intervenus en 2004 fait apparaître une dégradation du niveau de sûreté à laquelle il est nécessaire de remédier par la mise en place d'un plan d'amélioration générale de la sécurité portant notamment sur le diagnostic de ses causes profondes, des revues systématiques de conformité aux standards actuels, une revue générale de la maintenance des systèmes et équipements importants pour la sécurité

CONSIDÉRANT que les éléments techniques apportés par l'exploitant sur les causes de ces événements, leur déroulement et leurs conséquences, et le retour d'expérience qu'il en tire pour les installations et équipements directement concernés par ces incidents et accidents comme pour l'ensemble des installations et équipements de son site, ceci tant sur le plan technique que sur le plan organisationnel, permettent d'identifier des mesures d'améliorations nécessaires de la sécurité

CONSIDERANT que dans ces conditions il apparaît nécessaire, conformément aux dispositions de l'article L 512.7 du Code de l'environnement, de prescrire à la Compagnie Rhénane de Raffinage de mettre en œuvre ces mesures d'amélioration de la sécurité de ses installations

CONSIDERANT la nécessité d'étudier et de mettre en œuvre des mesures de réduction des risques sur le secteur de stockage GPL,

CONSIDERANT la nécessité de préciser les règles d'information des pouvoirs publics en cas d'incident

APRÈS communication à la Compagnie Rhénane de Raffinage du projet d'arrêté,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

ARRÊTE

Article 1 – Programme d'actions :

La Compagnie Rhénane de Raffinage ci-après désignée par : « l'exploitant », dont l'adresse est Route départementale 37 à Reichstett, fournira **pour le 30 avril 2005** un programme d'actions concernant l'ensemble des unités et portant a minima sur les points suivants :

- La maintenance du matériel en place, notamment :
 - La maintenance et disponibilité des systèmes et équipements importants pour la sécurité,
 - L'amélioration de l'état du réseau incendie,
 - Le suivi de la corrosion.
 - Le suivi formalisé des opérations de maintenance préventive
- Les modifications nécessaires pour renforcer les barrières de sécurité, notamment lorsque celle-ci dépend exclusivement de l'action humaine, par :
 - La réduction des écarts de conformité avec les standards actuels de sécurité en cours dans les installations similaires les plus récentes,
 - L'amélioration du contrôle commande (automatisation d'opérations de sectionnement et report automatique de position des organes de sectionnement en salle de commande,...)
 - La suppression des situations dans lesquelles une intervention d'un seul opérateur constitue la seule barrière contre un événement indésirable majeur

- La fiabilisation des installations électriques du site
- La remise à jour des procédures faisant clairement apparaître les actions importantes pour la sécurité et les soumettant à des contrôles spécifiques
- L’encadrement et l’assistance des personnels d’exploitation,
- La formation et l’habilitation des personnels :
 - Formation initiale et continue des personnels, notamment en ce qui concerne la communication entre la salle de commande et les opérateurs de terrain, la connaissance des situations à risque lors des interventions sur les installations,
 - Connaissance et appropriation par les personnels des axes d’amélioration de la sécurité

A ce programme sera annexé un planning de réalisation.

L’exploitant met en place des indicateurs de suivi de l’état d’avancement du programme d’actions permettant de mesurer régulièrement l’action menée dans les différents domaines.

L’exploitant adresse à l’inspection des installations classées **tous les ans** un bilan chiffré de son action,. Ce bilan chiffré est joint au plan annuel d’amélioration de la sécurité visé par les dispositions de l’article 4 du présent arrêté.

Le premier bilan est à transmettre **pour le 30 juin 2005**.

Article 2 - Mise en place d’un tableau de suivi des incidents – Indicateur de résultat :

L’exploitant met en place un tableau de suivi des incidents et presque accidents recensés sur son site comportant une échelle de criticité définissant la gravité réelle et potentielle des événements relevés. Ce tableau comporte en outre les éléments nécessaires à un suivi dans le temps de l’évolution de la gravité des événements recensés et de leur fréquence.

L’exploitant fournira **pour le 30 avril 2005** un indicateur chiffré du nombre d’incidents analysés dans le cadre de son système de gestion de la sécurité, classés en gravité réelle et potentielle, pour les années 2003 et 2004.

Le tableau et l’indicateur seront tenus à jour, **sur une base semestrielle**, et transmis avec des commentaires au Préfet.

Article 3 – Dispositions particulières :

Le programme d’actions visé à l’article 1^{er} devra prendre en compte les actions ci-après découlant des réponses faites par la CRR au Préfet à la suite des différents incidents intervenus.

3.1. - Mise en place des mesures correctives définies suite aux incidents intervenus en 2004

- Echéanciers :

3.1.1. Suites de l’incident relatif au mélange de naphtha avec du Fioul domestique :

- Réalisation du plan d’action portant sur l’amélioration physique de la ségrégation des circuits naphtha et fioul en amont des pompes de transfert vers le port : échéance : 1 mois après notification du présent arrêté.
- Mise en place d’une vanne automatique avec report automatique de la position fin de course au tableau de commande sur la nourrice d’aspiration de la pompe de transfert vers le port : 1 mois après notification du présent arrêté

- Mise à jour des procédures concernant les installations et les opérations de stockage et d'expédition : échéance : 1 mois après notification du présent arrêté.
- Remise d'un complément d'étude des dangers sur l'analyse de risque de mélange de produits et la recherche systématique de tous les cas où une action humaine non contrôlée par un système automatique est une barrière contre un événement indésirable :
 - Echéance pour l'étude : 1 mois après notification du présent arrêté.
 - Echéance : le 31 décembre 2005 pour la réalisation de l'installation des barrières complémentaires.

3.1.2. Suites des incidents de déclenchement électrique : Fiabilisation des réseaux électriques :

- Réalisation du plan d'actions concernant le réseau haute tension interne (63 KV et 6 KV) : actions concernant le poste général de distribution PGD et actions concernant les postes de distribution PD1 et PD2 : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté.
- Fiabilisation des alimentations électriques par rapport aux défauts externes par modification des protections et automatismes au poste de l'ES de Mundolsheim et au poste 63 KV de CRR pour permettre l'alimentation de celui-ci avec les 2 lignes en parallèle : Echéance : le 31 mars 2007.

3.1.3. Suites de l'accident sur le bac T 802 à l'unité de traitement des eaux de procédé SW1 :

Sur l'ensemble des unités du site :

- Etablissement de la liste des réarmements automatiques par unité et remplacement de ces réarmements par des réarmements volontaires : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté
- Etablissement par unité de la liste des paramètres qui permettent de confirmer à distance l'action effective d'un actionneur de sécurité : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté
- Intégration des paramètres précédents dans les documents d'exploitation de chaque unité : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté.
- Inventaire des actions de sécurité générées par le suivi d'un paramètre indirectement lié au phénomène redouté et revue de la pertinence du choix du paramètre suivi : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté
 - Actions modificatives suite à la revue : Echéance : 31 mars 2006.
- Comparaison du seuil d'action des sécurités à l'échelle des capteurs de pression et revue de la pertinence d'un changement d'échelle : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté.
 - Actions modificatives suite à la revue : Echéance : 31 décembre 2005.

Spécifiquement au soutirage du ballon V 105 à l'unité U100 :

- Asservissement provisoire de la vanne de sécurité sur l'évacuation de l'eau du V105 au niveau automatique : Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté
- Installation d'un détecteur de niveau supplémentaire indépendant : Echéance : 30 juin 2005, ce détecteur sera rattaché à des piquages indépendants lors du prochain arrêt de l'installation U100.

3.1.4. Suites de l'incident sur le bac T 454 de brai très haute viscosité :

- L'exploitant complètera son étude des dangers par une analyse de risque de l'ensemble des bacs de résidus chauds Echéance : 1 mois après notification du présent arrêté.
 - La remise en service du bac T 454 est subordonnée à la remise préalable du complément d'étude
 - Les actions correctives seront mises en place sur l'ensemble des bacs de résidus chauds avant le 31 décembre 2005

3.2. - Maintenance des équipements incendie : Actions en cours- Echéancier

L'exploitant complète son étude des dangers par la prise en compte du classement des matériels de protection incendie en matériels IPS. La défaillance de ces matériels y sera étudiée en termes de probabilité et gravité et le système de maintenance préventive mis en place y sera justifié.

Les compléments sont à apporter au plus tard **1 mois après notification du présent arrêté** et sont transmis au Préfet à cette échéance.

L'exploitant met en place une maintenance **préventive et curative** des équipements concernés conforme à son système de gestion de la sécurité. Les procédures définissant cette maintenance fixent les périodicités de contrôles, les délais maximaux d'indisponibilité, les modalités de suivi des taux de défaillance et de vérification de bonne fin des travaux.

Les procédures définissant la maintenance doivent prendre en compte les critères minimum suivants :

- toute défaillance conduisant à supprimer les moyens fixes de défense incendie sur un équipement contenant des hydrocarbures liquides ou liquéfiés, ou leurs automatismes, doit faire immédiatement l'objet de mesures compensatoires. La fonction de protection avec ses caractéristiques essentielles doit être rétablie immédiatement, et au plus tard dans la journée,
- toute défaillance conduisant à affaiblir la redondance de la protection d'un équipement contenant des hydrocarbures liquides ou liquéfiés, et notamment le maillage du réseau, doit être signalée sans délai aux équipes d'exploitation et de contrôle ; la redondance de la protection doit être restaurée sous huitaine,
- lorsque la nature d'une fuite ou d'une défaillance conduit à suspecter un état de corrosion ou de vieillissement susceptible d'entraîner le renouvellement de cette défaillance, l'élément concerné et les éléments similaires font l'objet d'une inspection approfondie, d'une remise en état ou d'un remplacement. Les enregistrements des défaillances doivent permettre de suivre l'application faite de ce critère.

Article 4 - Plan annuel d'amélioration de la sécurité :

L'exploitant transmettra au préfet, annuellement, un plan d'amélioration de la sécurité des installations tant du point de vue technique qu'organisationnel, avec les délais de mise en œuvre. Ce plan devra notamment s'attacher à réduire les risques à la source.

Ce plan d'amélioration pour l'année d'application est à transmettre au plus tard le 31 décembre de l'année précédente.

L'exploitant transmettra le plan d'amélioration pour l'année 2005 dans **un délai de trois mois** suivant la notification du présent arrêté préfectoral.

Article 5 - Réduction du risque lié au stockage de GPL :

La CRR procédera dans **un délai de six mois** à une étude technico-économique visant à réduire à la source les risques liés à son parc de stockage de gaz de pétrole liquéfiés.

Cette étude comportera la comparaison de plusieurs solutions envisageables et indiquera celles qui seront retenues. Les propositions de réduction des risques seront étudiées au regard des meilleures technologies disponibles et de l'état de l'art .

A l'issue de cette étude l'exploitant remettra la mise à jour de son étude des dangers, évaluant la sûreté atteinte après les actions mises en œuvre et précisant la cinétique, la probabilité et la gravité des scénarios accidentels résiduels ; l'étude des dangers révisée sera remise dans **un délai de un an**.

L'étude des dangers devra comporter un chapitre particulier concernant la période de travaux éventuels.

Le programme d'actions devra être réalisé **avant le 1er juillet 2008**.

Article 6- Alerte du Préfet en cas d'incident

Sans préjudice des dispositions prévues dans le cadre du PPI, en cas de survenue d'un incident perceptible depuis l'extérieur ou susceptible de provoquer l'inquiétude de la population, notamment si il entraîne le déclenchement du POI., l'exploitant informe sans délai par téléphone l'autorité préfectorale, les sapeurs-pompiers, la gendarmerie et le Maire de Reichstett, ainsi que le SAMU et la SNCF si la nature de l'incident le rend nécessaire. Cette information téléphonique est confirmée par fax dans l'heure.

Article 7 – Publicité :

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives de la mairie de Reichstett et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie.

Un extrait semblable sera inséré aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Article 8 – Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté seront à la charge de la Compagnie Rhénane de Raffinage

Article 9 – Droit des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 – Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du Code de l'Environnement.

Article 11 – EXECUTION - AMPLIATION

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,
le Maire de Reichstett,
le Commandant du Groupement de Gendarmerie,
les inspecteurs des installations classées de la DRIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la Compagnie Rhénane de Raffinage.

LE PRÉFET,

Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de STRASBOURG dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article L 514-6 du Code de l'Environnement).